

Le projet de loi Macron s'inscrit dans une vision économique dépassée

Jean-Marie Harribey

L'Humanité Dimanche, n° 445, 15 janvier 2015

Quels seront selon vous les impacts sur la croissance de la « loi Macron » ?

Pour répondre à la question, il faut replacer le projet de loi du gouvernement dans son contexte, qui est celui de la crise profonde qui continue de sévir, avec maintenant des menaces de déflation et de récession qui sont avérées. La politique du gouvernement consiste à baisser les dépenses publiques de 50 milliards d'euros à l'horizon de 2017. Il faut rappeler que depuis 2012, 600 000 emplois ont été supprimés. Dans cette perspective-là, la « loi Macron » prévoit de déréglementer des professions qui sont aujourd'hui réglementées. Il serait miraculeux que ces quelques professions réglementées soient la clé de voûte de la suppression du chômage. Cela pourrait presque faire sourire, si ce n'était pas dramatique, devant le tollé provoqué par ce dispositif de déréglementation, donc de libéralisation, des professions les plus farouchement accrochées au libéralisme. Donc, ce que nous pouvons prévoir en termes d'application de cette loi, c'est une efficacité extrêmement réduite, voire nulle.

La deuxième question qu'il faudrait poser, outre celle de l'inefficacité de ce projet par rapport à la croissance, c'est sur le bien-fondé d'une telle mesure. Car s'il s'agit de continuer de rallonger le temps de travail sans que se demande si cela répond aux besoins sociaux et à la nécessité d'une transition écologique, je crois que le projet de loi fait totalement fausse route, car dans une perspective où il faut remettre en cause nos modes de production et de consommation et donc de finalité du travail, ouvrir comme perspective pour la société de travailler le dimanche s'inscrit dans une vision de l'avenir qui est totalement dépassée aujourd'hui. Nous pourrions ajouter le fait qu'ouvrir à la concurrence du transport par car signifie faire une croix collective sur le transport par train et sur les perspectives de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Cela va complètement à l'encontre de la transition écologique. Donc la loi Macron, qui vise à doper la croissance économique, montre que le gouvernement et les lobbys derrière lui ne s'intéressent nullement au type de société à construire et ça met à bas tous les discours sur la transition énergétique de Ségolène Royal.

Le gouvernement justifie ces mesures par la nécessité de gagner en compétitivité, qu'en pensez-vous ?

L'idée qu'on peut sortir de la crise par la relance de la compétitivité est fondée sur l'hypothèse qu'un pays pourrait se sortir des difficultés au détriment des autres. Pour se convaincre que c'est une erreur, il n'y a qu'à examiner le cas de l'Allemagne. Si celle-ci se porte si bien, c'est parce qu'autour d'elle d'autres pays se portent mal, et réciproquement. Donc comment voulez-vous construire des coopérations avec ce mode de développement complètement fondé sur la conquête des marchés extérieurs par la compétitivité ? S'il y a des balances commerciales excédentaires, ça veut dire qu'il y a des déficits ailleurs. L'idée que nous souffrions d'un défaut de compétitivité, dû lui-même à un coût du travail trop élevé là, provient d'une vision extrêmement idéologique de la société. Les gouvernements successifs – en France comme ailleurs –, les lobbys patronaux et les éditorialistes économiques dominants ne s'interrogent jamais sur le coût que représente la rémunération du capital pour l'ensemble de la société. La recherche de la compétitivité relève de la même critique que je faisais tout à l'heure, à savoir un mode de production et de consommation tourné vers le productivisme, vers la valeur pour l'actionnaire, etc.

Pourquoi d'après vous le gouvernement, censé être de gauche, a fini par rejoindre la vision patronale ?

Il faut examiner la situation indépendamment de la conjoncture actuelle et avoir une vision de très long terme, portant sur les trois ou quatre décennies qui viennent de s'écouler. Durant cette période, le capitalisme mondial s'est transformé radicalement grâce à la liberté de circulation des capitaux pour circuler, issue des déréglementations financières. Cette mutation a fortement affaibli les mouvements sociaux, à l'échelle internationale et particulièrement en Europe. Et parallèlement, nous avons vu progressivement les dirigeants politiques penser que cette transformation du capitalisme, qui avait permis l'avènement du pouvoir des actionnaires sans partage, était inéluctable et qu'il fallait donc s'adapter à cette transformation, voire l'accompagner. Le gouvernement actuel, malgré les promesses qu'il avait fait de rompre avec la finance déclarée ennemi du peuple, s'inscrit peu ou prou dans cette vision-là. Or, la morosité de l'économie est due à l'absence d'investissement. Mais celle-ci tient au fait que les profits sont le plus souvent tournés vers la distribution de dividendes aux actionnaires et recyclés dans des pratiques purement financières. La diminution des taux de marge dans les entreprises est extrêmement faible et ne pèse pas sur l'investissement.

Quelle serait selon vous l'alternative pour créer de l'emploi selon vous ?

Il y a trois éléments fondamentaux. Il faut d'abord modifier radicalement la répartition des revenus, il y a maintenant un consensus dessus chez les économistes hétérodoxes. L'explosion des inégalités est un frein à la bonne activité économique¹. Cette réorientation de la répartition des revenus passe par une grande réforme fiscale, mais pas seulement. Ensuite, il faut investir dans la transition écologique. C'est-à-dire qu'il faut que le crédit bancaire aille vers cette direction. Pour cela, il faut donc reprendre le contrôle de la Banque centrale européenne. Enfin, il faut reprendre la diminution du temps de travail, que cela soit hebdomadaire, ou plus astucieusement sur la durée de la vie. Ainsi, les créations d'emplois apportées par la réduction du temps de travail accompagneront celles dues à la réorientation des investissements dans l'industrie, dans l'agriculture et même dans les services. Mais, pour cela, ça passe par la confiscation réorientation de ressources monétaires, qui pour le moment sont confisquées parce que seules les banques privées ont le monopole de la création monétaire et l'orientation des prêts qu'elles font échapper à tout contrôle.

Entretien réalisé par Kevin Boucaud

¹ *L'Humanité Dimanche* a mis « croissance économique » à la place de « bonne activité économique ».